



**PORTANT RESTRICTION DE CIRCULATION
EMPIÉTEMENT SUR CHAUSSÉE ET INTERDICTION DE STATIONNEMENT**

Le Maire de la Commune de GODEWAERSVELDE,
Vu le Code de la Route,
Vu le code général des Collectivités Territoriales,
Vu la demande de RAMERY afin de réaliser des travaux électriques sur les voies suivantes :

- rue de Boeschèpe
- route de l'Abeele
- route des Chats
- route de Callicanes
- Wyngaert Dreve
- chemin du Keyselaere
- chemin du Noord Etzen
- chemin de l'Épinette
- route du Vieux Château de Berquin
- route de la Chapelle Chirouter
- chemin du Vlienderbonde

ARRETE

- ARTICLE 1^{er}.** L'entreprise est autorisée à entreprendre les travaux susdits du 12 juin au 12 août 2023, suivant les prescriptions imposées par la CCFI,
- ARTICLE 2.** L'entreprise est autorisée à restreindre la circulation dans les deux sens par des feux tricolores, à empiéter sur la chaussée et à interdire le stationnement, la vitesse sera limitée à 30km/heure,
- ARTICLE 3.** L'entreprise devra procéder à la remise en état de la voirie et du trottoir et préviendront le service voirie de la CCFI pour contrôle,
- ARTICLE 4.** La signalisation sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux,
- ARTICLE 5.** Plaques de résine. Si l'entreprise exécute des tranchées aux endroits des plaques de résines coulées pour le signalement de l'opération « priorité à droite » elle devra obligatoirement couler à ses frais une nouvelle plaque entière suivant la notice technique (disponible en mairie) ou faire appel à un prestataire spécialisé. La Commune et la CCFI devront être informées une semaine avant le début des travaux,
- ARTICLE 6.** L'entreprise veillera à ce que les véhicules de secours du SDIS ainsi que les services de la Poste puissent circuler,
- ARTICLE 7.** Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Brigade de Gendarmerie de STEENVOORDE, à la Communauté de Communes Flandre Intérieure, à l'entreprise RAMERY, à la Poste, au SIROM, au SDIS.

Fait à Godewaersvelde, le 9 juin 2023

Le Maire,

A. VERMEULEN



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.